

L'INTEGRATION DU BLOC EUROPEEN:
UNE SOLUTION POUR LA CRISE DU MODELE DE DEVELOPPEMENT
D'APRES-GUERRE ?

Intervention au
VIII^e Congresso Brasileiro dos Economistas
Porto Alegre, 19-22 Septembre 1989

par

Alain LIPIETZ

CEPREMAP

142, rue du Chevaleret
75013 PARIS

Tél.: (33-1)40 77 84 64
FAX : (33-1)44 24 38 57

L'INTEGRATION DU BLOC EUROPEEN:
UNE SOLUTION POUR LA CRISE DU MODELE DE DEVELOPPEMENT
D'APRES-GUERRE ?

L'insertion de l'Europe Occidentale dans l'économie mondiale pose un problème tout particulier. En tant qu'entité économique, l'Europe de l'Ouest existe et n'existe pas. Elle est composée d'Etats-nations ayant leur propre législation sociale, leur propre monnaie, leur propre politique économique. Mais certaines de ces nations forment une Communauté Economique de plus en plus étroitement intégrée par la mise en oeuvre de l'Acte Unique qui sera parachevée au 31 Décembre 1992. Outre que plusieurs nations restent en dehors de la Communauté (et forment l'Association Européenne de Libre Echange) chaque nation de la Communauté persiste dans une insertion spécifique. Nous ne traiterons pas ici de cet aspect national des choses, mais nous devons concevoir l'Europe dont nous parlons comme un sous-système ouvert, complexe et hétérogène, en cours de restructuration économique et institutionnelle rapide. Et ce sous-système s'insère lui-même dans une économie mondiale dont l'évolution est elle même problématique.

Dans une première section, nous figurerons d'abord ce "paysage mondial" (0). Puis nous étudierons l'insertion macroéconomique de l'Europe dans ce paysage, et dans une troisième section nous réexaminerons cette insertion sous l'angle sectoriel. Pour finir, nous porterons un diagnostic et ferons des propositions.

I - LA CRISE MONDIALE: OU EN EST-ON ?

Une crise, selon la formule célèbre d'A. Gramsci, signifie que l'ancien se meurt, le nouveau ne parvient pas à voir le jour. "L'ancien", c'est l'ordre économique qui, sous la Pax Americana, avait permis aux pays capitalistes développés de connaître, après la guerre de Corée, vingt ans de croissance inégalée. Cet ordre-là s'est lézardé, et la recherche d'un nouveau modèle de croissance, d'un nouvel ordre international, avance depuis en tâtonnant: par essais et erreurs. Le krach boursier de 1987 n'a fait que révéler les impasses d'un troisième "essai". Autrement dit, il sonne l'entrée dans une quatrième phase de la crise, dont les contours sont encore incertains.

1*) La double origine du mal.

Les succès de jadis reposaient sur deux piliers (1). Un modèle de développement d'abord, qui s'est en gros réalisé pays par pays dans le monde capitaliste développé. Fondé sur une forme particulière d'organisation du travail, le taylorisme, et sur la mécanisation, il engendrait des gains de productivité très rapides, qui étaient largement redistribués à la population salariée grâce à un réseau serré de conventions collectives et d'institutions de l'Etat-Providence. Ce modèle, parfois appelé "fordisme", était donc entraîné par la croissance de la consommation intérieure. Par ailleurs, on avait une configuration mondiale très particulière. Les échanges manufacturiers internationaux croissaient eux aussi, mais dans une moindre mesure. Le rapport des exportations sur la production domestique des pays industriels a atteint son minimum au cours des années 1960. Grâce à leur suprématie productive incontestée, les Etats-Unis pouvaient imposer le dollar comme la monnaie universelle. Quant au Sud, il restait largement cantonné dans une fonction primo-exportatrice.

Vers la fin des années 60, cet ordre s'est désagrégé des deux côtés à la fois. Du côté de l'organisation du travail, les principes tayloriens, qui écartaient la majorité des travailleurs de toute implication dans la conduite

et le perfectionnement des processus de production, se sont révélés de plus en plus irrationnels. Avec la montée de la contestation à la base, les ingénieurs et les techniciens ne parvenaient plus à soutenir une croissance ralentie de la productivité qu'au prix d'investissements de plus en plus coûteux. La baisse de la profitabilité qui en résultait entraîna à son tour un ralentissement de l'investissement, une croissance du chômage, une crise de l'Etat-Providence. "Crise de l'offre", donc.

Mais crise aussi du côté de la gestion étatique de la demande sociale (ce que les économistes appellent "politique keynésienne"), enrayée par la modification de la configuration mondiale. Pour relancer les gains de productivité par des économies d'échelle, les firmes multinationales déployèrent leur système productif sur des continents entiers. Et pour rétablir leur profitabilité, elles nouèrent des liens de sous-traitance avec quelques pays du Tiers Monde qui, dix ans plus tard, deviendraient les "Nouveaux Pays Industrialisés". Le commerce mondial se mit à croître beaucoup plus vite que les débouchés internes à chaque pays. La possibilité de réguler la coïncidence entre la croissance de la demande et celle l'offre échappa de plus en plus aux gouvernements nationaux. Trois pôles (USA, Europe, Japon) s'affirmèrent comme des puissances équivalentes et concurrentes. Le choc pétrolier de 1973, en obligeant chacun à exporter pour payer son pétrole, accéléra le dangereux couplage de toutes les économies nationales.

2*) Les trois premières phases.

Dans un premier temps, de 1973 à 1979, les vieilles recettes de "gestion de la demande" prévalurent. Syndicats, gouvernements et experts internationaux, de bon ou de mauvais gré, tentèrent de maintenir l'ordre ancien. L'émission libérale par la banque fédérale américaine de dollars surmultipliés sur le marché de l'eurodollar permit de différer les ajustements internes et de payer les excédents de l'OPEP. Ces dollars furent recyclés vers les Nouveaux Pays Industrialisés. A leur tour, ceux-ci, constatant que la consommation poursuivait une croissance (ralentie de moitié) au Nord, s'équipèrent à crédit en espérant rembourser par les exportations futures. L'OCDE et les "Sommetts des 7 Grands" confiaient

différente, toutefois, des "années Carter" de la première phase.

Tout d'abord, dès la fin de la première phase, deux écoles s'étaient dessinées pour affronter la "crise de l'offre", celle du modèle de développement. Parmi les industriels, les uns (principalement aux USA, en Grande Bretagne, en France) jouèrent à fond l'abaisssement du coût du travail: précarisation, sous-traitance, délocalisation vers le Tiers Monde, et automatisaton. D'autres, principalement au Japon, dans les pays scandinaves, dans certaines régions d'Allemagne et d'Italie, jouèrent au contraire la carte d'un nouveau pacte social, négocié au niveau de l'entreprise (au Japon) ou de la Société (en Suède), portant sur l'organisation même du travail. Les salariés furent invités à se lancer dans la bataille de la qualité et de la productivité. De la même manière, des liens de partenariat étaient renforcés entre les entreprises et les universités, au niveau national, voir régional (comme en Emilie-Romagne) (2).

Le succès de la seconde voie est éclatant dès la seconde phase de la crise. En 1980, dans les branches les plus mondialisées (automobile, électronique), la productivité japonaise dépassait celle des Etats-Unis, elle atteint aujourd'hui parfois le double. Dans la troisième phase, la conjonction de cette perte de compétitivité, d'un budget d'expansion et d'un dollar surévalué creusa monstrueusement le déficit américain (3). Ce déficit ne fut pas comblé par une émission libérale de dollars, mais au contraire (et c'est la seconde différence avec les années Carter) par des emprunts du Trésor américain auprès des pays excédentaires (Allemagne, Japon).

Troisième différence: la relance aux USA par les commandes d'armement et les réductions d'impôts, au lieu de se diffuser à l'ensemble du corps social par un dense réseau de conventions collectives, de transferts sociaux, crée certes des millions d'emplois, mais sous payés, sans statut, vivant des retombées (trickle-down) des dépenses des classes moyennes (4). Une énorme "domesticité sociale" de gardiens de parking et autres employés de fast-food accentue l'image d'un "Brésil des années 80": Etats-Unis tiers-mondisés, en pleine expansion certes, y compris industrielle, mais à crédit, à crédit de plus en plus cher.

alternativement à chacun des trois pôles le rôle de "locomotive" de la demande mondiale.

Cette gestion plutôt coopérative de la demande mondiale ne produisit pourtant pas de miracle: on avait négligé la crise du côté de l'offre. La chute de la rentabilité se poursuivait, les conflits sociaux sur la répartition se diluaient dans l'inflation. Le dollar, émis à guichet ouvert pour financer une activité de plus en plus déséquilibrée, voyait sa valeur s'effondrer, et ses détenteurs se tourner vers d'autres monnaies (le Mark principalement).

1979 fut le premier grand tournant pour les "experts" et les gouvernements. A la fois pour rassurer les créditeurs qui voyaient fondre leurs créances, et parce qu'ils sentaient l'impossibilité de "continuer comme avant" à soutenir l'expansion à travers la demande, ils se convertirent en peu de temps à la solution inverse. Serrer le crédit pour éliminer les "canards boiteux" et sélectionner les entreprises d'avenir, démanteler les conventions collectives et l'Etat-Providence pour rétablir les profits et "donc" l'investissement: en réorganisant la jungle on laisserait opérer la "sélection naturelle" où la main invisible du marché saurait bien trouver l'issue à la crise ! Cette seconde phase "monétariste", conduite par la Banque Fédérale américaine, ne dura que trois ans, et s'arrêta pile, au bord de la catastrophe, à l'été 1982. L'austérité imposée au peuple des Etats-Unis rétablit certes l'hégémonie du dollar, mais au prix d'une récession sans précédent depuis 1930. Tous les autres pays capitalistes durent s'aligner, contraints d'équilibrer leur balance commerciale par des récessions compétitives, et de maintenir de très fort taux d'intérêt pour éviter la fuite de leur épargne. Les Nouveaux Pays Industrialisés, à commencer par le Mexique, se retrouvant sans débouchés alors que leur dette explosait, étaient pris à la gorge.

La troisième phase vit se dessiner une sorte de voie moyenne. La Banque Fédérale desserra partiellement les vannes du crédit. Le déficit du budget fédéral relança la demande interne. Les Etats-Unis entrèrent dans une longue phase d'expansion, tirant l'activité du reste du monde. Elle fut bien

Quant aux Nouveaux Pays Industrialisés, qui sont tous restés et resteront tous dans la zone monétaire du dollar, ils connaissent au cours de la troisième phase une évolution fortement différenciée. Ceux d'entre eux qui avaient gagé leur dette sur l'édification d'un secteur exportateur, sans pour autant négliger la consolidation de leur indépendance alimentaire et la substitution de leurs importations par l'édification d'une industrie d'équipement (la Corée, Taïwan), profitent à fond de la croissance du marché américain et assurent le service de leur dette (5). Ceux au contraire qui avaient emprunté pour des projets internes à rentabilité ou à utilité sociale douteuses restent étonnés, même s'ils dégagent un solde exportateur (Brésil: environ 10 milliards de dollars par an) qui se traduit par un transfert net de surplus vers les pays industrialisés.

3°) Le moment actuel.

En schématisant, on peut décrire la configuration mondiale de la fin de la troisième phase de la façon suivante. Washington passe commande d'armes sophistiquées aux firmes de la côte Ouest. Ces firmes achètent des machines-outils allemandes, leurs ingénieurs achètent des autos japonaises, des microordinateurs fabriqués en Corée, et versent des pourboires à leurs "domestiques collectifs" qui achètent des chaussures brésiliennes. Le gouvernement fédéral, qui n'a pas couvert ses dépenses par des impôts, réemprunte les dollars qui lui manquent en vendant des Bons du Trésor aux exportateurs japonais et allemands.

Les banques américaines, pour compenser les non-remboursement de la majeure partie de la dette du Tiers Monde, et la Banque Fédérale, pour attirer l'épargne des pôles excédentaires, doivent progressivement relever les taux d'intérêts réels. Cette hausse menace à son tour l'expansion dans tous les pays du monde. Il suffit, à l'automne 1987, d'une querelle germano-américaine sur cette hausse des taux d'intérêt pour que les investisseurs, prenant conscience de ces déséquilibres, revendent précipitamment leurs actions: et c'est le krach boursier.

La réaction de toutes ces autorités monétaires et budgétaires est immédiate: contre le krach par des méthodes keynésiennes. Inonder les marchés financiers d'argent frais, pour faire chuter les taux d'intérêt. Promettre le "refroidissement budgétaire" aux USA. Relancer le marché interne au Japon. Deux ans plus tard, les liquidités injectées ont relancé l'inflation mondiale, mais, comme le rééquilibrage USA-Reste du Monde n'a pas eu lieu, malgré les efforts japonais, les taux d'intérêts réels se tendent à nouveau, au grand drame des pays latino-américain. Le déficit commercial américain (et maintenant le déficit des paiements) se creuse régulièrement de 10 milliards de dollars par mois. La dévaluation du dollar, amorcée à l'accord du Plaza, s'est pourtant à peu près stabilisée à la moitié de la parité-yen du début 1985. A l'évidence, le passage à une quatrième phase suppose des mesures plus radicales: l'annulation de la dette du Tiers-monde (dont la contrepartie du service est largement incluse dans le déficit commercial américain), et... la reprise d'un flux net d'importations au Japon et en Europe (6). C'est sur ce dernier point que nous allons maintenant focaliser notre attention.

II - LA COMMUNAUTE EUROPEENNE : POLE STAGNATIONNISTE MONDIAL

Principal marché mondial, en population et en richesse, l'Europe de l'Ouest est aussi le grand pôle stagnationniste mondial depuis le début de la crise, le seul pôle capitaliste développé où le chômage reste élevé malgré la stagnation démographique. Ce paradoxe n'est nullement lié à une incapacité pour l'innovation technique et sociale, comme en témoignent, nous l'avons dit, les pays scandinaves et "l'arc alpin": Italie du Nord, Allemagne du Sud, Suisse, Autriche. Un coup d'oeil sur les chiffres (voir tableau 1, du "choc monétariste" au Krach de 1987) indique clairement le problème fondamental: seuls échappent à la stagnation et au chômage la Suisse, l'Autriche, la Suède et la Norvège, c'est-à-dire les pays n'appartenant pas à la Communauté Européenne (7).

1°) Le poids mondial de l'Europe

Mesurer le poids d'un pays, ou d'un système de pays, dans l'ensemble mondial pose le redoutable problème de la mesure internationale des Produits Intérieurs Bruts. On peut choisir:

- soit un mode d'évaluation faisant abstraction des fluctuations monétaire (à la parité des pouvoirs d'achats d'une année de référence: ici 1980).
 - soit un mode d'évaluation entérinant au contraire ces fluctuations (au taux de change courant).

Dans le premier cas, on mesure en quelque sorte des évolutions "en volume international", dans le second cas "en valeur internationale". La première mesure de l'évolution est à coup sûr plus stable. Cependant, la seconde enregistre, sur longue période, une évolution de la "qualité" de cette production, et la capacité de l'échanger contre la production d'autres zones du monde.

De 1973 à 1986, l'Europe de l'Ouest a perdu de l'importance en volume, et plus encore en valeur (tableau 2). Cette dernière évolution doit être relativisée: les USA ont amélioré considérablement leur parité d'une date à l'autre, mais la parité 1986 s'est avérée intenable. En revanche, le déclin

est patent vis-à-vis du Japon. Le contraste n'en est que plus fort avec l'Amérique Latine: en volume, celle-ci croît comme le Japon et le dépasse, en valeur elle décroît relativement plus que l'Europe dans l'ensemble mondial.

Se distinguent ainsi deux types d'insertion d'une zone dans le monde: l'une qui valorise de plus en plus la production de cette zone (par la "qualité", en quelque sorte), l'autre qui privilégie une croissance en volume de moins en moins valorisée sur le marché mondial. L'Europe se trouve, de ce point de vue, entre la trajectoire japonaise et la trajectoire latino-américaine.

On retrouve cette diversité à l'intérieur de l'Europe. Tous les pays perdent du poids, à l'échelle mondiale, en volume, sauf l'Europe méridionale (les "Nouveaux Pays Industrialisés des années 60", Espagne, Portugal, Grèce (8)). Mais ces derniers, comme l'Amérique Latine, perdent en valeur internationale relativement plus que les Iles Britanniques (Grande Bretagne plus Irlande). L'Italie en revanche gagne en valeur. La France et l'Allemagne perdent en valeur et en volume, le cas allemand étant exagéré par les dates de référence (9).

On voit déjà se dessiner un contraste entre l'Europe du Nord, plutôt stagnante, et une Europe du Sud qui ne demande qu'à croître, mais qui - hors le cas de l'Italie - ne peut le faire qu'en valorisant faiblement sa production. Premier indice d'un paradoxe européen qui ne s'éclaircit qu'en prenant en compte la complexité des ajustements réciproques internes à l'Europe.

2°) Un commerce international largement autocentré.

La première caractéristique de l'Europe à bien comprendre, c'est qu'elle est composée d'exportateurs féroces (sept parmi les dix premiers du monde), mais qui se battent principalement entre eux.

De 1967 à 1986, le commerce intra-européen (CEE et AELE) est passé de 37,6% à 40,5% du total des exportations mondiales (ou des importations

mondiales). De ce fait, la part des pays de l'Europe dans les exportations mondiales est passée de 42,4% à 44,6% ! Mais si l'on retranche le commerce intrazone, l'Europe de l'Ouest chute de 15,3% des exportations mondiales à 13,8% (le Japon est alors à 9,9% et les USA à 9,7%), et de 17% des importations à 11,8% (les USA représentant alors 16,6% et le Japon 5%).

L'Europe en tant que telle n'est donc pas globalement un très gros importateur. Mais elle est surtout excédentaire (moins que le Japon, bien sûr). En 1986, dans la ventilation mondiale des soldes courants par postes, l'excédent commercial de l'Europe de l'Ouest représente 1,4% des opérations mondiales (celui du Japon: 3,3%, des USA: -4,7%, celui de l'Amérique Latine: 0,4%). A cela s'ajoute une particularité européenne: c'est la seule zone du monde dont le solde du poste des services (non-facteurs) soit excédentaire, 1,2% des opérations mondiales. L'Europe le doit à la puissance de la place financière britannique, et au tourisme en Europe du Sud.

La balance des biens et services européenne est donc solidement positive. Concurrents acharnés sur leur domaine commun, prêts au chômage et à la stagnation pour défendre chacune l'un contre l'autre leurs balances courantes, les pays européens, pris comme un tout, n'offrent guère de débouchés aux pays tiers pour le solde des déséquilibres mondiaux.

3°) La contrainte allemande.

Zone de libre échange sans politique sociale commune (pour le moment), la Communauté Européenne n'a guère entravé la croissance à "l'Age d'Or" du fordisme, car tous les pays membres poursuivaient simultanément une politique de croissance du marché interne. Les déséquilibres commerciaux étaient périodiquement apurés par des dévaluations, ou des politiques conjoncturelles de "refroidissement", voire par le jeu des "clauses de sauvegarde" permettant le rétablissement de certaines protections douanières. Dans les années 1970, ces marges de manœuvre ont peu à peu été abandonnées, alors même que l'internationalisation de l'économie attisait la guerre commerciale entre les pays membres.

Privés de la possibilité de modifier leur parité par les règles du Système Monétaire Européen, chaque pays n'a plus eu de ressource que de "l'austérité compétitive" pour équilibrer sa balance. <<Croître chacun moins vite que le voisin>> : inutile d'être un spécialiste de la théorie des jeux pour comprendre l'effet de composition qui en résulta pour l'ensemble (10). Parce que les partenaires de l'Allemagne doivent veiller à leur déficit vis-à-vis de celle-ci, l'ensemble de l'Europe est condamné à la stagnation interne et ne peut jouer un rôle d'entraînement pour le reste du monde.

Pour des raisons diverses, mais se résumant à une politique fiscale favorisant les agents économiques les plus aisés (donc importateurs), le Royaume-Uni et l'Espagne se sont autorisés des déficits considérables depuis 1987 (1 ou 2 milliards de livres par mois pour le premier: ce n'est pas mal pour un exportateur de pétrole dirigé par une "dame de fer" !). Mais le "gendarme" allemand les contraindra bientôt à une nouvelle cure d'austérité.

En réalité, la croissance en Europe est strictement limitée par la croissance de l'économie la plus compétitive, et donc excédentaire: celle de la RFA. Or, dès la seconde phase de la crise, sans doute sous la pression du parti-charnière des Libéraux, les gouvernements allemands de gauche et de droite ont privilégié "l'orthodoxie" monétaire, budgétaire, et sociale, malgré un taux de chômage proche de 10% au milieu de la décennie. On pourra objecter que ce choix de la croissance "lente mais sûre" ne concerne que la nation allemande et se justifie par l'implosion démographique où elle est entrée: l'Allemagne ne renouvelle ses générations qu'aux deux tiers ! Certes. Mais par les mécanismes du SME et du Marché Commun, le poids hégémonique de l'Allemagne lui permet de se comporter en ministre de l'économie de l'ensemble de l'Europe. En particulier, elle règle le taux des "réajustements monétaires" au sein du S.M.E., et sa propre politique monétaire restrictive contraint tous ses partenaires à des taux d'intérêt excessifs. Refusant et la relance chez elle et la dévaluation compétitive chez ses partenaires, elle condamne ceux-ci à osciller entre la stagnation... et un déficit vis-à-vis de l'Allemagne. Autrement dit, elle se réserve le marché de ses partenaires comme un vaste débouché pour ses propres produits, mais en même temps elle les condamne à ne pas élargir ces mêmes marchés, s'enfermant ainsi dans un piège à

mojen terme. Dictant en outre une politique de libre échange, qui prendra tout son effet quand en 1993 les pays individuels ne pourront même plus avoir recours à la réglementation pour contrôler leurs importations, l'Allemagne enferme l'ensemble de l'Europe dans un rôle de plus en plus passif.

La puissance commerciale européenne se réduit de la sorte à une puissance allemande, principalement vis-à-vis du reste de l'Europe. Un coup d'oeil sur le Tableau 3 montre que l'Allemagne ne contribue en rien, commercialement, à soulager les problèmes du Tiers-Monde, ne contribue que pour 9 milliards à la pression sur les USA, mais dégage l'essentiel (66 milliards de dollars) de son solde commercial sur le reste de l'Europe. Lequel doit bien trouver, par un solde positif sur le reste du monde, les moyens de payer ses importations allemandes: en important peu, en exportant au maximum.

III - LA FORTRESSE VIEILLISSANTE

Face au double défi d'une concurrence acharnée à l'échelle mondiale et en son propre sein, l'Europe a su maintenir un solde positif (au prix d'une relative stagnation), mais n'en a pas moins perdu de poids dans la compétition mondiale. Pour saisir ce phénomène, il faut maintenant se tourner vers l'analyse sectorielle (11).

1°) La conquête de l'indépendance dans les produits de base.

"L'ancienne division internationale du travail" opposait les pays avancés, exportateurs de produits manufacturés, et les pays dominés, exportateurs de produits de base. Depuis la fin des années 60, l'inversion est quasi-générale (LPIETZ (1985)), mais particulièrement spectaculaire en Europe.

Selon le rapport CEPII (1989), le solde de la filière agro-alimentaire (en pourcentage du commerce mondial correspondant) est resté stable et positif pour l'Amérique Latine (autour de 10%), négatif pour le Japon (autour de -7%), de 1967 à 1986. Les Etats-Unis, partis de l'équilibre, se construisent dans les années 70 une gigantesque "arme alimentaire" (un solde de 7 à 10% du commerce mondial) qui s'est effondrée dans les années 80, pour des raisons à la fois écologiques et économiques (DEBAILLEUL (1989)). Mais l'Europe de l'Ouest, partie avec un déficit de 21% du commerce mondial, a réduit sa dépendance à -5% dès 1982, beaucoup de pays, même la Grande Bretagne, devenant excédentaires. Tel est le principal résultat de la Politique Agricole Commune.

De même, alors que le Japon et les USA creusaient leur déficit énergétique (dépassant chacun -10% du commerce mondial correspondant), l'Europe, partie de -33% en 1967, a réduit son déficit à quelques -20%. Elle a eu de la chance: la découverte des gisements d'hydrocarbures de la Mer du Nord. Mais elle a fait aussi de considérables économies d'énergie, et la France a développé un (excessif) programme électro-nucléaire.

Avant ainsi colmaté deux de ses fuites majeures en devises, l'Europe a moins senti le défi des nouvelles puissances industrielles mondiales. Mis à part la République Fédérale Allemande, presque toujours premier exportateur manufacturier mondial depuis les années 60, en compétition avec les USA, mais à présent rattrapée par le Japon, et mis à part l'Europe Méridionale dans son rôle de "NPI des années 60", tous les pays d'Europe perdent du terrain, mais moins que les Etats-Unis. Encore l'Allemagne, selon les critères de spécialisation sur les marchés en expansion, et de spécialisation sur les secteurs de haute technologie, se fait-elle distancée par la Grande Bretagne et la France. Sa puissance manufacturière, plus solide qu'on ne l'avait cru dans les années 70, s'exerce surtout à l'égard de ses partenaires européens. L'Europe est une forteresse manufacturière "classique", regroupée autour du donjon allemand.

2') Les bastions mécanique et chimique.

L'Europe reste la forteresse mondiale de la filière mécanique, secteur automobile exclu. Alors que s'effondre la part américaine, alors que la part japonaise comme celle de l'Amérique Latine ont cessé de croître, le solde européen reste au-dessus de son niveau de 1973 (aux environs de 14% du commerce mondial dans la filière).

Certes, cette suprématie décline pour la plupart des secteurs: machines spéciales, machines-outils, moteurs et turbines, matériel agricole, etc... Pour la machine-outil par exemple, le solde décline de -2,7% entre 1967 et 1986, avec un déplacement en faveur de l'Italie et de l'Europe Méridionale, qui ensemble gagnent 7,4% au détriment de l'Allemagne (-11,3%). Mais, en 1986, l'Europe dégage toujours un solde positif de 17,1% (et l'Allemagne de 12,9%).

En revanche l'Europe améliore paradoxalement et spectaculairement son solde dans le secteur des navires (+16,4% en 1986), sur un marché mondial en baisse évidente. Mais surtout l'Europe accède au rang de puissance aéronautique, sur des marchés en pleine expansion, grâce aux programmes en

coopération (Airbus, Ariane), les premiers grands programmes technologiques européens. D'un solde négatif de -5,7% en 1967, elle passe à un excédent de 8% en 1987.

Second bastion jusqu'ici imprenable de l'Europe: la chimie. Le solde de la filière ne cesse de progresser, maintenant au-dessus de 12%, tandis que le Japon décline doucement vers 2% et les USA fortement (de 10% en 1967 à moins de 2%). Toutes les zones du reste du monde sont déficitaires. Le solde européen chute de moitié dans les pneumatiques (9% en 1986) mais reste impressionnant (25%) dans la pharmacie, progresse fortement dans le ciment et céramique (grâce à l'Europe méridionale) ainsi que dans la chimie organique de base (grâce à la Grande Bretagne).

3') A la défensive sur deux fronts.

Dans tous les autres secteurs, l'Europe résiste difficilement à une double offensive. Par le haut, elle est enfoncée par la supériorité technologique japonaise dans l'automobile, l'électronique et le matériel électrique. Par le bas, elle est sapée par la concurrence des jeunes industries à bas salaire.

La supériorité "technologique" japonaise doit être bien comprise. Ce n'est pas une supériorité de la technologie, encore moins de la science japonaise. C'est une supériorité des formes post-tayloriennes de mobilisation des ressources humaines et de gestion des flux à la fabrication, que symbolisent les "cercles de qualité" et la méthode "kanban" (12).

Ainsi, dans la branche automobile, alors que les USA plongent dans le déficit (vers -25%) et que toutes les autres zones du monde convergent vers un faible déficit, l'Europe glisse doucement d'un solde exportateur de 20% du commerce mondial en 1967 à quelques 7% en 1986. Le Japon fait le chemin inverse et culmine en 1986 à 25%. La chute européenne est principalement britannique (-12%), alors que les "NPI européens" passent de -3,2% à +3,1%. L'Allemagne, la France, l'Italie, perdent de 4 à 6%.

Dans la filière électronique, le schéma général est encore accentué. Ici, l'Europe épouse étroitement le déclin américain (de +7% à -7%), tandis que le Japon, hégémonique, inonde le reste du monde (+23%), seuls les NPI du Tiers Monde marquant des points dans certains secteurs. Ainsi, en 1986, dans l'électronique grand public, le Japon est excédentaire de ...50% du commerce mondial, les NPI d'Asie de 11%, l'Amérique Latine de 5,3% et l'Europe déficitaire de -17%. Dans le matériel informatique, le Japon est excédentaire de 18%, les NPI d'Asie de 6,4%, l'Amérique Latine de 3,3% (13) et l'Europe est déficitaire de -12%. Anéantie dans l'horlogerie (de +42% en 1967 à -34%), l'Europe se défend cependant dans la branche des instruments de mesure où elle progresse de 7%. Le cas des télécommunications doit par ailleurs être nuancé. La chute y est spectaculaire pour la Grande Bretagne (comme souvent) et aussi pour l'Allemagne: -8% et -6%. Mais la France et la Scandinavie progressent légèrement, les NPI sud-européens plus fortement. Ni dans cette branche ni dans l'informatique l'Europe n'est d'ailleurs réellement écrasée. Encore une fois, son infirmité est manufacturière et commerciale plutôt qu'à proprement parler technologique. En particulier, le déficit dans la branche des composants actifs a légèrement baissé (de -13% à -8%) depuis 1973.

Dans la filière du matériel électrique, le schéma est assez proche du cas automobile: les USA deviennent fortement négatif (-7% en 1986), l'Europe décline plus doucement (mais reste à +10%) et est dépassée par le Japon (14%). Toutes les autres zones sont déficitaires, l'Amérique Latine se rapprochant de l'équilibre. Mais l'offensive du Sud est plus spectaculaire dans deux filières.

La filière textiles et cuirs est devenue l'apanage exclusif de l'Asie en développement (+26%). Toutes les autres grandes zones, même le Japon, sont en équilibre ou déficitaire (-18% pour les USA), seule l'Amérique Latine est légèrement excédentaire. Au sein même de l'Europe (globalement légèrement déficitaire, après un solde de +8% en 1967), le glissement vers ses NPI méridionaux est aussi spectaculaire et frappe même l'Italie. L'Europe méridionale est excédentaire dans la confection (4,1%), la bonneterie (8,4%), les cuirs et chaussures (3%), la tapisserie (5,6%), l'Italie résistant plus ou moins bien grâce à la haute sophistication de ses systèmes productifs.

La filière sidérurgique est toute différente. Ici, l'Europe reste très excédentaire, comme le Japon (au environ de 12%) mais avec des hauts et des bas. L'offensive vient de l'Amérique Latine, devenue excédentaire (+3%) à partir de 1982, surtout grâce au Brésil. Là encore, le glissement de l'Europe vers ses NPI du Sud et l'Italie est frappant, tant dans le commerce du fer et de l'acier que dans les tubes.

4° Bilan

Nous venons d'analyser l'évolution des soldes de l'Europe sur les différentes filières. Le solde est insuffisant pour mesurer l'insertion de l'Europe dans le marché mondial, son engagement dans les rapports internationaux. Nous donnons dans le tableau 4 les exportations et les importations européennes (nettes des flux intra-européens) par filières pour les années 1967 et 1986, calculées en pourcentage du commerce mondial total (et non plus dans la filière), tel que fournies par le rapport CEPII (1989).

Ce qui frappe, c'est la décroissance de la plupart des chiffres d'importation, y compris (et fortement) dans l'agro-alimentaire et les minerais non-poreux. Seules croissent les importations textiles, (où l'Europe obtient l'équilibre), l'automobile (là, l'Europe conserve un solde exportateur) et l'électronique (où l'Europe devient déficitaire).

Il en est de même à l'exportation: seuls croissent les exportations énergétiques et l'électroniques (où l'Europe est resté déficitaire) et le "bastion" chimique (2,9% du commerce mondial). Comme "atelier mécanique" du monde, l'Europe n'accapare que 3,9% du commerce international.

Le temps est donc bien fini d'une Europe-atelier inondant le monde de ses produits manufacturés, et important de zones moins développées ses matières premières industrielles ou alimentaires. L'Europe s'achemine vers une sorte d'autosuffisance de fait. Le ressort de cette évolution, nous l'avons vu dans la section précédente: l'intense contrainte de la concurrence interne, exacerbée par la contrainte allemande. Chaque pays d'Europe cherche

à s'équilibrer à tout prix. La possibilité de cet autocentrage est partiellement offerte par la diversité interne de l'Europe: elle comprend à la fois des pays de haute tradition manufacturière, des "N.P.I." sur ses bords méditerranéens, de grandes plaines au climat tempéré, et même des réserves d'énergie fossile.

Certains pays (en particulier l'Europe méridionale) jouent la carte de leur bas salaires relatifs, en espérant suivre plus tard la trajectoire de l'Italie. D'autres au contraire, surtout en Scandinavie, jouent la carte de la maîtrise socialement négociée des nouvelles technologies. C'est insuffisant pour contrer, sur les filières automobiles et électroniques, la supériorité organisationnelle japonaise, ou, sur la filière textile, la concurrence des pays à très forte exploitation de la main-d'oeuvre. C'est pourquoi l'Europe joue aussi du protectionnisme: contre les automobiles japonaises, contre le textile d'Asie, contre la viande argentine... Mais ce serait une grave erreur que de réduire l'autocentrage européen au protectionnisme. L'Europe pourrait se nourrir par une agriculture intensive, et protéger surtout ses paysans moyens-pauvres. Son protectionnisme textile est plutôt une discrimination en faveur de ses vassaux du monde méditerranéen (les pays de "l'Accord d'Intérêt Préférentiel"). Son acharnement "anti-dumping" souligne sa préoccupation pour le maintien de ses compromis sociaux internes.

Il serait absurde, de la part du reste du monde, d'exiger de l'Europe qu'elle "s'ouvre" davantage en sacrifiant ces compromis, sous prétexte d'aider le rééquilibrage commerciale et le paiement de la dette de pays aux compromis sociaux moins avantageux (Tiers Monde et Etats-Unis). En guise de conclusion, nous proposerons une autre stratégie pour la contribution de l'Europe à l'amélioration de l'Etat du Monde.

EN GUISE DE CONCLUSION

Loin de fournir spontanément un pôle de rééquilibrage mondial, l'Europe est pour le moment condamnée par ses institutions internes à la croissance lente (et néanmoins excédentaire) que lui dicte la puissance allemande. Loin de servir de point d'appui pour la réduction de la dette du Tiers Monde (et en particulier de l'Amérique Latine), l'Europe, dominée par les gouvernements conservateurs allemands et britanniques, ne soutient même pas les initiatives japonaises, américaines, et les positions de la France sur la question. En outre, prise en tenaille entre une domination technologique japonaise (voire même une alliance nippon-américaine) et le "dumping social" des NPI du Tiers Monde, elle risque fort de rechercher dans un surcroît d'austérité interne et de protectionnisme les conditions de son équilibre des paiements.

Certes, l'exemple de l'aéronautique montre que l'Europe dispose des ressources en savoir-faire lui permettant de contrer la menace japonaise. Les programmes ESPRIT et EUREKA de coopération technologique lui permettent peut-être de combler son retard dans les activités de pointe, y compris par exemple dans le domaine des circuits intégrés, des biotechnologies, de la télévison à haute définition. Mais ces initiatives sectorielles ne règlent pas le problème de fond, ceux qui relèvent de la macroéconomie de ses institutions.

Conformément à la logique libérale, la plupart des experts de la Communauté votent dans l'ouverture du Grand Marché Unique de 1993 la solution à tous les problèmes (14). Le rapport CECCHINI. "Les coûts de la non-Europe" (1988), est ainsi communément compris comme "les bénéfices du Marché Unique". Pourtant ce rapport, qui évalue le bénéfice des simplifications, des économies d'échelles et des réallocations optimales qui résulteraient de l'unification totale de l'espace européen, prend bien soin de souligner que ces avantages (en matière d'enrichissement et d'emploi) ne se concrétiseraient que moyennant une demande correspondante. Or la mise en oeuvre du grand marché renforcera la tendance à la polarisation interrégionale, qui prendra la forme d'un surcroît de contrainte sur les balances des paiements des différents

Etats, et donc sur une aggravation des tendances à "l'austérité compétitive". Pire, l'unification du marché des capitaux au 1er Juillet 1990, pour le moment prévue sans harmonisation fiscale, aboutirait à la disparition des impôts nationaux sur les revenus du capital, diminuant d'autant les revenus des Etats, donc les effets keynésiens de la dépense publique. Bref, l'Europe risque de devenir de plus en plus fermée aux importations et de plus en plus agressivement exportatrice.

Briser ce piège, refaire de l'Europe une zone de prospérité, légèrement déficitaire pour favoriser les rééquilibrages mondiaux, exige une profonde refonte de ses mécanismes institutionnels. Il ne suffit pas d'appeler à l'unification du marché en 1992, ou à la constitution d'une monnaie commune, l'ECU: cette fuite en avant ne fera qu'aggraver le mal qu'il faut guérir. Il s'agit au contraire de remettre en ordre la régulation de l'ensemble européen: une politique de progrès social commune, avant l'unification des règles, des monnaies et des marchés. Cet objectif peut être poursuivi de deux façons complémentaires.

* En rendant aux pays déficitaires une marge de manoeuvre pour accélérer leur croissance et lutter contre le chômage en réduisant la durée du travail. Cela passe par une plus grande autonomie de la gestion monétaire nationale, et la possibilité de faire jouer des clauses de sauvegarde quand une politique sociale trop "généreuse" compromet trop gravement la balance commerciale. Concrètement, cela implique que tout progrès vers la création d'une monnaie externe commune, l'Ecu, s'accompagne d'une plus grande flexibilité du cours des monnaies nationales vernaculaires vis-à-vis de l'Ecu (15).

* En dotant véritablement l'Europe d'une politique sociale commune, comprenant des transferts structurels vers les zones à déficit. Le marché commun agricole fut le prototype de ce genre de politique. Les mécanismes choisis (le soutien aux prix des produits, et non aux revenus paysans) se sont à la longue révélés pervers, et leur réforme est urgente. Mais le principe même de revenus garantis socialisés au niveau européen ne saurait indigner que les forces conservatrices européennes. Les négociations agricoles sont épineuses, non parce que les paysans seraient "archaïques", mais parce

qu'elles sont le champ d'expérimentation des politiques structurelles et sociales transnationales.

Ainsi, la reconstruction d'une capacité d'initiative européenne, lui permettant d'assurer la prospérité et le plein emploi de ses travailleurs, d'offrir un pôle de codéveloppement aux pays du Tiers Monde, de participer à la mise en place d'un nouveau système monétaire International incluant une large annulation de la dette du Tiers Monde, et de contribuer à l'ajustement non dramatique de la balance commerciale américaine, exige un pas en avant supplémentaire: la mise en place d'un compromis institutionnalisé transnational portant sur l'ensemble des normes d'activité et de revenu, incluant des clauses écologiques, d'égalité entre les sexes, etc..., et promouvant les formes d'implication négociée des travailleurs dans la maîtrise des transformations technologiques, qui ont fait le succès de la Scandinavie.

Mais les forces sociales européennes sauront-elles, avant 1992, repousser ce "Marché Commun contre l'Europe" (16) dont les libéraux-conservateurs et les chroniqueurs irréflectifs présentent le parachèvement comme une panacée ? Le résultat des élections de Juin 1989 au Parlement Européen, qui ont vu le succès de l'Eurogauche (Social-démocraties et Parti Communiste Italien) et des Ecologistes apportent une lueur d'espoir.

Alain LIPIETZ

NOTES

- 0) Cette section constitue un résumé de LIPJETZ [1988].
- 1) Voir BRENDER [1988], GLYN et al. [1989], LIPJETZ [1985].
- 2) Sur cette divergence des modèles de sortie de crise, voir LEBORGNE & LIPJETZ [1987], MESSINE [1987]. Sur la perte de l'hégémonie américaine, voir BELLON & NIOSI [1987].
- 3) En 1987, le déficit commercial américain est de 156 milliards de dollars, l'excédent japonais de 96 milliards, l'allemand de 65 milliards, celui de l'OPEP de 26 milliards, celui des pays en développement (hors OPEP) de 36 milliards. Mais la balance courante de ces derniers est néanmoins négative de 12 milliards.
- 4) 37 millions (le tiers) de salariés américains ne bénéficient d'aucune protection sociale.
- 5) Les "4 Petits Dragons" de l'Asie dégagent en 1987 un excédent de paiements courants (service de la dette comprise) de 38 milliards de dollars vis-à-vis des USA. Ils ont un déficit de 22 milliards vis-à-vis du Japon, lequel a un excédent de 56,5 milliards vis-à-vis des USA.
- 6) Pour une étude plus approfondie des dilemmes macroéconomiques mondiaux, voir MARRIS [1985] et LIPJETZ [1989].
- 7) Pour une étude approfondie des divergences de taux de chômage, voir G. THERBORN [1986].
- 8) Voir LIPJETZ [1985]. FREIRE DE SOUZA [1983] a montré que ce même contraste existe entre le Portugal (croissance en volume) et l'Espagne (croissance en valeur internationale).
- 9) En 1967, date où la parité dollar-mark était plus proche de celle de 86, l'Allemagne "pesait" 5% "en volume" et 5,1% "en valeur". L'Allemagne se serait donc "revalorisée" de 1967 à 1986.
- 10) Sur ce mécanisme pervers, voir LIPJETZ [1984].
- 11) Dans cette section, nous nous appuyons sur les statistiques remarquablement établies par les auteurs du rapport CEPII [1989], sans partager toutes leurs conclusions. Chaque donnée en pourcentage relative à une "filière" large (ou un "secteur" plus fin) et pour une zone géographique (ou un pays) correspond au solde commercial pour ce poste et pour cette aire, mesuré en pourcentage du commerce mondial correspondant (c'est-à-dire dans le secteur ou dans la filière).
- 12) "Kanban" signifie la pièce de tissu dans laquelle les équipes de travail japonaises transmettent vers l'amont du processus productif leurs demandes d'approvisionnement. On voit qu'une supériorité de gestion "Just-in-time" n'implique pas une "technique" très sophistiquée !
- 13) Dans ce cas comme dans le précédent, les progrès latino-américains (par rapport à 1967) sont égaux (+11% dans l'électronique grand public) ou supérieurs (+8% dans l'informatique) à ceux des NPI d'Asie. Mais ils partent de soldes négatifs.
- 14) Pour une présentation critique, voir CATINAT [1988].
- 15) Le renforcement de l'ECU est éminemment souhaitable pour protéger les monnaies européennes des mouvements spéculatifs de capitaux flottants (voir M. Aglietta et N. Mendelek [1987]).
- 16) Titre d'un livre (bien oublié !) de Michel ROCARD [1973], actuel premier ministre français.

TABLEAU 1
CROISSANCE ET CHANGEMENT :
"L'EFFET - C.E.E."

Pays	Taux de chômage Eté 1987	Croissance industrielle (Eté 1987, 1980 = 100)
Japon	2,8	125,8
Etats-Unis	5,8	120,6**
Suède	1,6	120
Norvège	1,9	120
France	10,8	104
Allemagne	7,0	111
Grande Bretagne	9,7	115,3**
Italie	10,5*	98,3

Source: OCDE

* Source OFCE

** La référence à 1980 fausse l'estimation de la performance de ces deux pays qui ont subi le "choc monétariste" dès la fin 1979 (-10% entre 1979 et 1980).

TABLEAU 2

PARTS DES ZONES DANS LA PRODUCTION MONDIALE

Part du PIB mondial*	1973		1986	
	1973	1986	1973	1986
USA	23,1	27,5	21,4	26,5
Europe de L'Ouest	26,7	26,9	22,9	26,2
RFA	4,9	7,0	4,2	5,7
France	3,8	3,8	3,5	4,6
Italie	4,3	3,8	3,3	3,8
Les Britanniques	4,1	3,1	4,1	2,9
Euro.méridionale				
Japon	7,2	8,5	7,7	12,4
Amerique Latine	6,9	5,4	7,9	4,6

Source: CEPII (1989)

* Première colonne: parité de pouvoir d'achat 1980
Seconde colonne: taux de change courant.

TABLEAU 3
LA BALANCE COMMERCIALE DE LA RFA (1988)

Vis-à-vis de :	CEE	AELE	USA	CAEM*	JAPON	OPEP	Tiers-Monde
Export	176	54	26	11	7	9	32
Import	130	34	17	9	16	6	32
Solde de la RFA	46	20	9	2	-9	3	0

Source: OCDE. Milliards de dollars.

*: Association Européenne du Libre Echange (hors CEE)

**: Communauté Economique des Pays de l'Est.

TABLEAU 4

STRUCTURE SECTORIELLE DU COMMERCE EUROPEEN : EN 1967 ET EN 1986

%	Ener.	Agro.	Text.	Bois.	Chim.	Sidé.	N.fe.	Méca.	Véhi.	Elec.	Etro.	Total
Export	0,2	1,6	1,1	1,3	2,4	1,1	0,5	4,1	1,4	0,6	1,0	15,3
	0,5	1,4	0,8	1,3	2,5	0,6	0,3	3,9	0,7	0,6	1,2	13,8
Import	3,2	6,4	0,6	1,0	1,2	0,4	1,6	1,5	0,2	0,2	0,7	17,0
	3,0	2,0	0,8	0,7	1,0	0,2	0,4	1,2	0,6	0,2	1,7	11,8

Source: CEPII (1989)

Ener.= énergie, Agr.= agro-alimentaire, Text.= textiles et crises,

Bois= bois, papiers, divers, Chim.= chimie, Sidé.= Siderurgie,

N.Fe.=Non-ferreux, Méca.= mécanique (hors véhicules),

Véhi.= véhicules de transport terrestre, Elec.= matériel électrique,

Etro.= électronique.

BIBLIOGRAPHIE

- AGLIETTA M. et MENDELEK N. [1987]
 "Politiques économiques nationales et évolution du Système Monétaire Européen", Economie Prospective Internationale.
- BRENDER A. [1988]
Un choc de nations, Hatier, Paris.
- BELLON B., NIOSI J. [1987]
L'industrie américaine. fin de siècle, Seuil, Paris.
- CATTINAT M. [1988]
 <<Radioscopie du grand marché intérieur européen>>, Economie Prospective Internationale n°33, 1er trimestre.
- Centre d'Etudes Prospectives et d'Information Internationales [1989]
La fin des avantages acquis, rédigé par G. LAFAY et C. HERZOG avec L. STEMITSIOTIS et D. UNAL, Economica, Paris.
- DEBAILLEUL G. [1989]
L'agriculture aux Etats-Unis, Thèse INRA (Paris).
- FREIRE DE SOUZA F. [1983]
Contrainte extérieure et régulation macroéconomique dans les économies semi-industrialisées: le cas du Portugal, Thèse Paris I.
- GLYN A., HUGUES A. LIPIETZ A., SINGH A. [1988]
 <<The rise and fall of the golden age>> in Marglin (ed) The Golden Age of Capitalism, Oxford Univ. Press.
- LEBORNE D., LIPIETZ A. [1988]
 <<New Technologies, New Mode of Regulation: Some Spatial Implications>>, Society and Space, vol 6 p263-280. Portugues: Espaco e Debates n°25, 1988. Castillano: VECTOR ed/Nueva Sociedad, Santiago du Chile Caracas (à paraître).
- LIPIETZ A. [1984]
L'audace ou l'enlèvement: Sur les politiques économiques de la gauche, La Découverte, Paris.
- LIPIETZ A. [1985]
Miracles et mirages - problèmes de l'industrialisation dans le Tiers-Monde, La Découverte, Paris. English translation: Verso [1987]. Portugues: Miragens e milagres, Nobel Ed., Sao Paulo, 1988. Castillano: à paraître (U.N. Colombia/Nueva Sociedad).
- LIPIETZ A. [1988]
 <<The Debt Problem and the New Phase of World Crisis>>, intervention au meeting annuel de l'Associação Nacional dos Centros de Pós-Graduação em Economia, Belo Horizonte, 5-7 Décembre.
- LIPIETZ A. [1989]
Choisir l'audace. Une alternative pour le XXI^e siècle, La Découverte, Paris.
- MARRIS S. [1985]
Deficits and the Dollar: the World Economy at Risk, Institute for International Economics, Washington.
- MESSINE P. [1987]
Les Saturniens, La Découverte, Paris.
- THERBORN G. [1986]
Why Some People Are More Unemployed Than Others ?, Verso, London.